



RN122
***Amélioration de la traversée du secteur de Maurs et
de Saint-Etienne de Maurs***

**Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage
pour les études d'opportunité de deuxième phase**

DCOE

DOSSIER DE CONSULTATION DES OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES

0-2 - RC

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

<i>Pouvoir adjudicateur</i>
ÉTAT Ministère de la transition écologique et solidaire Direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes Service mobilité, aménagement, paysages - Pôle opérationnel ouest

<i>Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA)</i>
M. le Directeur de la Direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement par délégation de M. le Préfet arrêté 2020-97 du 15/05/2020

<i>Objet de la consultation</i>
RN122 Amélioration de la traversée du secteur de Maurs et de Saint-Etienne de Maurs Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour les études d'opportunité de deuxième phase

<i>Remise des offres</i>
Date et heure limites de réception : 29/01/2021 à 16 h 00

SOMMAIRE

Pages

ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION.....	<u>4</u>
ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	<u>5</u>
2-1. Définition de la procédure.....	<u>5</u>
2-2. Décomposition en tranches et en lots.....	<u>5</u>
2-3. Nature de l'attributaire.....	<u>5</u>
2-4. Variantes.....	<u>6</u>
2-5. Prestations supplémentaires éventuelles (PSE) Sans objet.....	<u>6</u>
2-6. Cadre de la négociation Sans objet.....	<u>6</u>
2-7. Délai de réalisation.....	<u>6</u>
2-8. Modifications de détail au dossier de consultation.....	<u>6</u>
2-9. Délai de validité des offres.....	<u>6</u>
2-10. Propriété intellectuelle.....	<u>6</u>
2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense Sans objet.....	<u>6</u>
2-12. Clauses sociales et environnementales.....	<u>6</u>
2-13. Réalisation de prestations similaires.....	<u>6</u>
2-14. Clauses de Réexamen.....	<u>6</u>
ARTICLE 3. DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION.....	<u>7</u>
3-1. Documents fournis aux candidats.....	<u>7</u>
3-2. Composition de l'offre à remettre par les candidats.....	<u>8</u>
3-3. Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu.....	<u>9</u>
ARTICLE 4. SÉLECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES.....	<u>10</u>
4-1. Sélection des candidatures.....	<u>10</u>
4-2. Jugement et classement des offres.....	<u>10</u>
4-3. Appréciation de l'offre économiquement la plus avantageuse.....	<u>11</u>
ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE.....	<u>12</u>
5-1. Remise de l'offre.....	<u>12</u>
5-2. Copie de sauvegarde.....	<u>12</u>
ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....	<u>13</u>

Dans tout le document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation porte sur une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour les études d'opportunité de deuxième phase de l'opération « RN122 Amélioration de la traversée du secteur de Maurs et de Saint-Etienne de Maurs » située dans le département du Cantal.

Les enjeux identifiés de la consultation doivent permettre :

- d'approfondir les études d'itinéraire dans le cadre d'EO2 spécifiques sur la déviation de Maurs
- de faire émerger plusieurs variantes contrastées à présenter en concertation publique :
 - déviation courte,
 - alternatives à la déviation courte (autres tracés plus proches du bourg et de la voie SNCF par exemple),
 - aménagement sur place de la traversée de la commune
- de retenir une variante préférentielle à l'issue de la concertation publique pour envisager ensuite des études préalables en vue d'une concrétisation du projet retenu

La mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation des études d'opportunités de phase 2, la concertation continue puis la concertation L103-2 comprend 3 phases :

- Phase 1 (8 mois): appropriation et cadrage du projet, concertation continue
 - diagnostic du territoire et appropriation du projet
 - Recueil des données d'entrée et début des EO2
 - Cadrage de la méthodologie et des supports pour animer les ateliers de co-construction avec les acteurs locaux en phase de concertation continue
 - Co-animation, avec la DREAL, d'ateliers de concertation continue avec les acteurs locaux sur des thématiques qui doivent permettre de préparer la concertation L103-2, notamment (liste non exhaustive) :
 - Mobilités et usages associés sur le territoire (faire le lien avec les enjeux de l'Etat sur la neutralité carbone et les mobilités actives)
 - Cadre de vie dans la commune et à ses abords : dynamique économique, environnement, services, etc. (faire le lien avec les enjeux de l'Etat de « zéro artificialisation nette »)
 - Biodiversité et ressource en eau (faire le lien avec les enjeux de l'Etat sur « zéro perte nette de biodiversité »)
- Phase 2 (7 mois): bouclage des EO2 et concertation L103-2
 - Finalisation des EO2
 - Rédaction du dossier de concertation L103-2
 - Concertation L103-2
- Phase 3 (3 mois): reprise de EO2 en prenant en compte les conclusions de la concertation L103-2

Sans être exhaustif, les missions du titulaire comprennent :

- Réalisation des études EO2, telles que décrites dans l'IT 2019
- Analyse stratégique socio-économique du territoire
- étude de trafic,
- Diagnostic des enjeux naturels (faune / flore, air / santé, hydraulique et milieu aquatique)
- Identification et description de variantes contrastées, analyse multicritères et étude socio-économique des variantes proposées,

- Analyse du projet par rapport aux enjeux clefs actuels de l'Etat (neutralité carbone, artificialisation des sols et biodiversité)
- Rédaction de la méthodologie de travail avec les acteurs locaux pour la concertation continue
- Rédaction du dossier de concertation L103-2

La prestation inclut l'assistance au maître d'ouvrage sur toute la durée de la mission.

Ces résultats seront utilisés par le pouvoir adjudicateur pour la poursuite des études au niveau AVP et plus généralement pour toute publication, diffusion ou communication liées aux missions de la DREAL Auvergne Rhône-Alpes.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2-1. Définition de la procédure

La présente consultation est lancée selon la procédure de **l'appel d'offres ouvert** définie aux articles L.2124-1 et L.2124-2 et R.2124-1 et R.2124-2 du CCP.

Cette consultation ne permet pas l'utilisation du mode de réponse simplifiée dit "marché public simplifié" (MPS).

2-2. Décomposition en tranches et en lots

Le marché n'est pas réparti en tranches.

Les prestations ne sont pas réparties en lots.

2-3. Nature de l'attributaire

Le marché sera conclu :

- soit avec une entreprise unique ;
- soit avec des entreprises groupées conjointes ou des entreprises groupées solidaires.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de la personne publique, pour l'exécution du marché.

Conformément aux articles L.2141-13, L.2141-14 du CCP, lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un membre d'un groupement d'opérateurs économiques, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement, sous peine d'exclusion du groupement de la procédure.

Lorsqu'un groupement se trouve dans un des cas visés à l'article R.2142-26 du CCP, le pouvoir adjudicateur peut l'autoriser à continuer la procédure. Dans ce cas, le groupement propose dans les dix jours à l'acceptation du pouvoir adjudicateur un ou plusieurs nouveaux membres du groupement ou sous-traitants.

2-4. Variantes

Les candidats doivent répondre à la solution de base. Les variantes à l'initiative du candidat ne sont pas autorisées.

2-5. Prestations supplémentaires éventuelles (PSE) Sans objet

2-6. Cadre de la négociation Sans objet

2-7. Délai de réalisation

Les délais d'exécution sont fixés à l'article 4 du cahier des clauses administratives particulières.

2-8. Modifications de détail au dossier de consultation

Le RPA se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2-9. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 6 mois ; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2-10. Propriété intellectuelle

L'option A du CCAG est retenue dans les conditions définies à l'article 6 du CCAP.

2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense Sans objet

2-12. Clauses sociales et environnementales

Pour limiter les déplacements, le marché prévoit la possibilité de tenue de réunion de travail en visioconférence. A cette fin, le bordereau des prix du marché inclut un prix spécifique rémunérant la tenue de réunion en visioconférence.

2-13. Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier au titulaire la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché, après passation d'un ou de plusieurs marchés négociés en application de l'article R2122-7 du CCP.

2-14. Clauses de Réexamen

- Conformément à l'article R2194-1 du CCP, les clauses de réexamen suivantes sont prévues au marché ;
 - Lorsque des prestations d'études complémentaires par rapport à celles prévues dans le

CCTP sont rendues nécessaires pour la complète réalisation de la mission, à l'initiative de la Maîtrise d'Ouvrage, le prix du marché pourra être modifié à la hausse (comme à la baisse si certaines parties de mission étaient allégées) sur présentation d'une nouvelle offre de prix (avec décomposition du prix global et forfaitaire). Cette modification sera contractualisée par avenant.

▪ Lorsque, au cours des différentes phase de la concertation publique et institutionnelle, suite à la validation des propositions d'évolution par la Maîtrise d'Ouvrage, l'attributaire proposera une modification importante de certains ateliers figurant dans sa proposition initiale (suppression, transformation majeure, ajout d'un atelier) qui impacte le prix proposé pour la prestation de concertation (notamment nouveaux investissements en termes de supports, augmentation du nombre d'intervenants et de la durée de concertation, sous-traitance supplémentaire ...). Cette modification sera contractualisée par avenant.

Dans tous les cas, le montant des prestations supplémentaires sera justifié sur la base du bordereau des prix utilisé pour la détermination des prix initiaux du marché, et sera annexé à l'avenant.

ARTICLE 3. DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION

Le retrait du dossier de consultation se fait par téléchargement sur la plate-forme de dématérialisation PLACE <https://www.marches-publics.gouv.fr> sous la référence :

DREAL-AURA-MAP-POO-MAURS

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation de la personne publique. Toutefois cette dernière se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

3-1. Documents fournis aux candidats

Le présent dossier de consultation est constitué par :

Bordereau 0 (pièces relatives à la consultation)

0-1	AM	Avis de Marché
0-2	RC	Règlement de la Consultation

Bordereau 1 (pièces contractuelles)

1-1	AE	Acte d'Engagement (cadre à compléter)
1-2	CCAP	Cahier des Clauses Administratives Particulières
1-3	CCTP	Cahier des Clauses Techniques Particulières
1-4	BP	Bordereau des Prix (cadre à compléter)
1-5	DE	Détail Estimatif (cadre à compléter)

3-2. Composition de l'offre à remettre par les candidats

Les candidats sont tenus d'indiquer une adresse électronique à l'article premier de l'acte d'engagement, adresse exclusive à laquelle leur seront envoyés toutes les communications et tous les échanges relatifs à la présente consultation.

Il appartient donc aux candidats de veiller à ce que l'adresse mentionnée soit valide et de prendre toutes les dispositions nécessaires pour que les courriels envoyés par le pouvoir adjudicateur à cette adresse ne soient pas considérés comme indésirables ou supprimés automatiquement.

Les courriels transmis par le pouvoir adjudicateur à l'adresse indiquée par le candidat seront réputés valablement envoyés et ne feront pas l'objet d'envoi à toute autre adresse.

Si aucune adresse électronique n'est indiquée par le candidat, l'offre sera considérée comme irrégulière."

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

dans un sous dossier « Candidature »

Les justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat qui sont précisées dans l'avis de marché.

dans un sous dossier « Offre »

– Un projet de marché comprenant :

- L'acte d'engagement, cadre ci-joint à compléter,

Le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder

Dans le cas d'un groupement conjoint, le candidat joindra les annexes relatives à la répartition et la valorisation des prestations entre les cotraitants.

En cas de recours à la sous-traitance, conformément aux articles L2193-4 et R2193-1 du CCP, le candidat doit compléter cet acte d'engagement en l'accompagnant de formulaires DC4 complétés à raison d'un par sous-traitant. Ce formulaire est téléchargeable sur le site www.economie.gouv.fr. Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra également joindre les renseignements exigés par l'article R2193-1 du CCP.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'article 5-2 du CCAP, ils doivent le préciser à l'article 4 de l'acte d'engagement.

- Le bordereau des prix, cadre ci-joint à compléter sans modification,
- Le détail estimatif, cadre ci-joint à compléter sans modification .

- Les documents explicatifs non contractuels destinés au jugement de l'offre

- DOCUMENT 1: Note relative aux méthodes que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution de sa mission (note de 20 pages maximum) avec :

- l'analyse des enjeux exprimés par le maître d'ouvrage et la justification de leur prise en compte dans l'organisation et la méthodologie de l'offre
 - la compréhension des attentes du maître d'ouvrage en détaillant la perception de l'opération au travers de la reformulation des objectifs du programme
 - la méthode de travail proposée à chaque phase de la mission en soulignant les points forts de la démarche et son adéquation avec les besoins du maître d'ouvrage.
- DOCUMENT 2: Ordonnancement et planning prévisionnel des études en détaillant les points suivants :
 - organisation de l'équipe projet en lien avec le maître de l'ouvrage, (la répartition des prestations et des responsabilités entre les différents cotraitants sera clairement décrite) ;
 - moyens matériels et logiciels affectés à la mission
 - méthodologie mise en place pour assurer l'interface avec les autres prestataires
 - planning prévisionnel des différentes missions, revues d'opérations, points d'étapes que le candidat juge nécessaire.
 - DOCUMENT 3: Composition et l'organisation de l'équipe spécialement affectée à la réalisation des prestations + expérience sur des études de même type :
 - Le candidat est invité à décrire l'organisation de l'équipe ainsi que l'expérience de chaque membre de l'équipe sur des prestations de même type (projet concomitant à la SNCF, études opportunités phase 2 avec recherche de variantes optimisées du point de vue des enjeux paysagers, de desserte..., concertation publique participative,...).
 - Les CV du chef de projet et des principaux intervenants seront annexés.
 - DOCUMENT 4: Décompositions des prix forfaitaires et sous-détails des prix unitaires (Document faisant apparaître notamment le temps passé par niveau de qualification).
 - Adéquation entre les compétences et les références des intervenants et les prix proposés
 - rapport entre le montant de l'offre et le contenu des prestations apprécié sur la base de la justification des temps passés par intervenants et par éléments de missions

3-3. Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu

Pour l'application des articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP le candidat susceptible d'être retenu devra fournir :

- une déclaration sur l'honneur, datée et signée attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdictions visées des articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP ;
- les certificats fiscaux et sociaux ;
- les pièces prévues aux articles R. 1263-12 (copie de la déclaration de détachement de travailleurs), D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 (attestation sociale ou documents relatifs aux contractants étrangers ou liste nominative des salariés étrangers) du code du travail ;
- un extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait Kbis, un extrait D1 ou, à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant de l'absence de cas d'exclusion ; lorsque le candidat est en redressement judiciaire, le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés ou les documents équivalents ou déclaration en cas de candidats étrangers, traduits en français.

En sus, les attestations d'assurance visées à l'article 1-4.3 du CCAP seront remises avant la notification du marché.

L'attributaire devra indiquer l'adresse à laquelle lui seront faites les notifications, dès lors qu'elle serait différente de celle portée à l'article premier de l'acte d'engagement et ce avant la notification du marché. À défaut d'une telle indication, toutes les notifications seront valablement effectuées à celle de l'acte d'engagement.

ARTICLE 4. SÉLECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES

Le pouvoir adjudicateur se laisse la possibilité d'inverser l'ordre de l'examen entre sélection des candidatures et analyse des offres. Le cas échéant, seule la candidature du soumissionnaire susceptible d'être retenu sera analysée.

4-1. Sélection des candidatures

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres.

Au vu des seuls renseignements relatifs aux candidatures, celles qui ne peuvent être admises en application des dispositions des articles R.2144-1 à R.2144-7 du CCP sont éliminées par le RPA.

En cas de candidatures incomplètes, le pouvoir adjudicateur pourra demander aux candidats concernés de compléter celles-ci.

4-2. Jugement et classement des offres

Les offres anormalement basses sont définies à l'article L.2152-5 du CCP. Elles seront traitées conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du CCP.

Les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières sont définies aux articles L.2152-1 et L.2152-4 du CCP.

Après examen, les offres inappropriées seront éliminées conformément à l'article R.2152-1 du CCP.

Après examen, les offres inacceptables seront éliminées. Les offres irrégulières seront éliminées ou pourront être régularisées conformément aux articles R.2152-1 à R.2152-2 du CCP.

Après classement par ordre décroissant des offres conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par le RPA.

Critère d'attribution	Pondération
Le prix	30 %
La valeur technique	70 %

Tout rabais ou remise de toute nature ne sera pas pris en compte.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix, prévaudront sur toute autre indication et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication ou d'addition qui seraient constatées dans le détail estimatif seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, le montant ainsi rectifié du détail estimatif sera pris en compte.

Dans le cas où des erreurs de multiplication ou d'addition seraient constatées dans la décomposition d'un prix forfaitaire ou dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre d'un candidat, le

montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation. Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant, en cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles R2143-6 à R2143-10 du CCP son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le RPA qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Le RPA pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Les candidats en seront informés.

4-3. Appréciation de l'offre économiquement la plus avantageuse

L'offre économiquement la plus avantageuse sera jugée au regard de la note globale (N) établie de la manière suivante : $N = (N_p \times 0,30) + (N_{VT} \times 0,70)$ dans laquelle : N_p = note attribuée au critère prix, N_{VT} = note attribuée au critère valeur technique.

Notation du critère « prix » (N_p)

Le critère « prix des prestations » est noté sur la base de la formule $N_p = 50 \times (3 - P / P_0)$ dans laquelle N_p = note attribuée au critère prix ; P = montant de l'offre considérée en € TTC et P_0 = montant de l'offre la moins disante en € TTC. En cas de note négative, la valeur N_p est ramenée à zéro.

Notation du critère « valeur technique » (N_{VT})

La valeur technique de l'offre est notée sur 100 points, au regard des documents remis par le candidat à l'appui de son offre.

Documents remis par le candidat	Note brute et coefficient	Note pondérée
DOCUMENT 1 Note relative aux méthodes que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution de sa mission (note de 20 pages maximum)	0 à 5 points Coefficient 6	0 à 30 points
DOCUMENT 2 Ordonnancement et planning prévisionnel des études	0 à 5 points Coefficient 4	0 à 20 points
DOCUMENT 3 Composition et l'organisation de l'équipe spécialement affectée à la réalisation des prestations + expérience sur des études de même type	0 à 5 points Coefficient 6	0 à 30 points
DOCUMENT 4 Décompositions des prix forfaitaires et sous-détails des prix unitaires	0 à 5 points Coefficient 4	0 à 20 points

L'échelle de notation « brute » des sous-critères sur 5 points est fixée comme suit :

- la note 0 est attribuée pour une réponse non fournie ou n'apportant aucune information,
- la note 1 est attribuée à une réponse insuffisante ,
- la note 2 est attribuée à une réponse peu satisfaisante ,
- la note 3 est attribuée à une réponse suffisante ou satisfaisante ,
- la note 4 est attribuée à une réponse très satisfaisante ,
- la note 5 est attribuée à une réponse excellente.

Un coefficient est appliqué à cette note brute sur 5 points afin d'obtenir une note pondérée.

Les notes pondérées de chaque sous-critère sont additionnées pour obtenir la note « valeur technique » N_{VT} sur 100 points.

ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE

5-1. Remise de l'offre

L'offre sera remise obligatoirement par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation PLACE <https://www.marches-publics.gouv.fr> sous la référence :

DREAL-AURA-MAP-POO-MAURS

Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue dans le délai fixé pour la remise des offres, les autres offres seront effacées des fichiers du Pouvoir Adjudicateur sans avoir été lues

Les candidats appliquent le même mode de transmission à l'ensemble des documents qu'ils adressent au pouvoir adjudicateur.

Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>), le candidat installera les pré-requis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

En outre, cette transmission se fera selon les modalités suivantes :

- L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées pour la date limite de remise des plis ;
- la durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus, ils ne seront pas renvoyés à leurs auteurs ;
- seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, sxi, sxd, odt, ods, odp, odg seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites ;
- les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le pouvoir adjudicateur ne feront pas l'objet d'une réparation. La trace de malveillance sera conservée. Le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte.

5-2. Copie de sauvegarde

Les candidats peuvent faire parvenir une copie de sauvegarde prévue à l'article R.2132-11 du CCP, dans les délais impartis pour la remise des offres.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible « copie de sauvegarde ». L'enveloppe portera l'adresse et mentions suivantes :

DREAL Auvergne – Rhône - Alpes
Service Mobilité, Aménagement, Paysages
Pôle Affaires Financières et Foncières ☞ Bureau n°237
7, rue Léo Lagrange - 63033 CLERMONT-FERRAND Cedex 1

RN122 - Amélioration de la traversée du secteur de Maurs et de Saint-Etienne de Maurs
Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour les études d'opportunité de deuxième phase

Nom du candidat ou mandataire du groupement:

« *COPIE DE SAUVEGARDE - NE PAS OUVRIR* »

Sous réserve qu'elle soit remise dans les conditions de précisées ci-dessus, la copie de sauvegarde sera ouverte :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou offres remises par voie électronique, si cette dernière comportait elle aussi un programme informatique malveillant, l'offre sera réputée n'avoir jamais été reçue ;
- lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tout renseignement qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres, une demande via la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>), ils recevront en retour une réponse par voie électronique par l'intermédiaire de cette plate-forme, au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres.